

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 33 (1953)
Heft: 3

Artikel: L'économie suisse et l'expansion de l'Union française
Autor: Bauer, Gérard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-888307>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'économie suisse

et l'expansion de l'Union française

EN première place des efforts répétés entrepris par la direction de la Chambre de commerce suisse en France aux fins de faire mieux connaître les aspects si nombreux et si divers des échanges économiques franco-suisse, de faire mieux apprécier, tout à la fois, leurs fondements traditionnels et complémentaires et leurs possibilités d'expansion harmonieuse, je me dois de saluer l'heureuse initiative qui l'a amenée à consacrer plusieurs fascicules de sa « Revue économique franco-suisse », en 1953 et 1954, à l'Union française.

Sujet vaste et complexe, qui, grâce à des plumes compétentes, va être présenté fort opportunément aux lecteurs de la Revue, aux hommes d'affaires suisses en particulier.

En effet, au moment où le premier plan d'aménagement de l'Afrique du Nord et de l'Union française, conçu au lendemain même de l'arrêt des hostilités, touche à sa fin, il importe de procéder à ce large tour d'horizon. Il permettra de situer le point de départ de l'entreprise, de mesurer le chemin parcouru et d'évaluer les résultats acquis. Éloquent en lui-même, l'effort d'équipement prend toute sa valeur si l'on se souvient dans quelles conditions, dans quelles circonstances et au prix de quels sacrifices il a été réalisé; il s'agissait, dans la Métropole et en Afrique du Nord, de remettre en marche l'appareil de production détruit ou paralysé par la guerre, comme aussi de concevoir, de financer et d'exécuter le plan d'équipement et de modernisation destiné par une exploitation plus intense et plus méthodique de leurs richesses naturelles, à assurer aux territoires d'outre-mer, lato sensu, l'essor économique et social que commande, en particulier, leur développement démographique souvent considérable.

A ces conditions de départ défavorables, que les difficultés de financement aggravées par la coexistence de besoins d'investissements non moins impérieux suffisent à expliquer, se sont ajoutés l'ensemble des obstacles naturels, tels que, à des degrés différents selon les territoires, le climat, l'usure parfois avancée du sol, l'accroissement de la population s'unissant à l'amélioration indispensable du mode de vie, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la modeste des réserves d'énergie immédiatement disponibles.

Enfin, la détermination des besoins impérieux et la mise en œuvre des actions prioritaires se sont avérées d'autant plus délicates, d'autant plus périlleuses parfois, qu'il s'agissait de satisfaire à des demandes urgentes au risque de déséquilibrer le processus de développement économique et social qui se doit d'être mesuré dans son rythme et ambitieux dans ses objectifs finaux.

Aussi bien les réalisations à ce jour commandent l'admiration.

LES buts que les autorités françaises ont assignés au lendemain de la guerre, au plan de mise en valeur de l'Afrique du Nord et de l'Union française (faire face aux besoins d'une population croissante, assurer l'amélioration du niveau de vie, contribuer à l'expansion économique de l'Union dans son ensemble) de même que le degré d'exécution de ces projets et l'élaboration de nouveaux plans d'équipement, doivent retenir toute notre attention. En effet, ils érigent ces territoires en de nouveaux marchés pour les pays européens, en particulier pour ceux dont l'économie et l'exportation sont spécialisés, comme c'est le cas pour la Suisse.

L'intérêt que présente ce développement — dont, au reste, on ne saurait s'attendre raisonnablement qu'il se fasse à une cadence rapide — ne saurait être assez souligné.

La création d'agences ou de représentations des industries suisses de produits de consommation ou de biens d'équipement en témoignent. En face des perturbations que subissent, outre-mer, nombre de débouchés européens et de la chute des exportations du vieux continent qui y étaient traditionnellement destinées, des partenaires nouveaux et complémentaires accèdent, de la sorte, progressivement à la vie des échanges économiques.

CETTE qualité de partenaires naturels des pays européens implique non seulement des efforts sans cesse renouvelés en vue de l'amélioration de la production indigène, une prospection tenace des débouchés fortement recherchés par une concurrence souvent âpre, mais aussi une politique à l'importation, ouverte et conséquente. Seul, en effet, un flot d'échanges commerciaux régulier, en expansion, peut constituer la condition matérielle et créer le climat psychologique indispensables à l'amorçage d'un courant d'investissement en provenance des pays européens excédentaires en capitaux. Il en est la première raison d'être et sa justification économique.

Telles sont les observations préliminaires que la nouvelle initiative de la Chambre de commerce suisse en France, qui ne laisse pas d'être fructueuse, me suggère, en guise de modeste contribution aux excellentes pages qui suivent.

Gérard Bauer

Ministre plénipotentiaire,
Délégué du Conseil fédéral près l'O. E. C. E.
et la Communauté européenne du charbon
et de l'acier